

faites pas de souci à ce sujet». Puis quand le ministre des Finances de l'Île-du-Prince-Édouard préparait ses documents budgétaires définitifs avant de les présenter au public dans sa province, quelqu'un du cabinet du ministre des Finances l'a appelé pour lui annoncer: «Ce petit rajustement va peut-être être un peu plus important. Au lieu de 600 000 \$, il s'agira de 13,5 millions de dollars.»

Une voix: Quelle honte!

M. MacDonald (Dartmouth): Treize millions et demi de dollars pour une province d'environ 140 000 habitants! Ce n'est pas une bagatelle. Il s'agit de vrais crédits destinés à de vrais programmes qui sont nécessaires.

Nous avons débattu à la Chambre la semaine dernière du programme du tarif de l'Est. Le gouvernement n'a certes pas ménagé les Canadiens de l'Atlantique en ce qui concerne ce programme. Il avait fondamentalement prévu de supprimer tous les programmes de soutien et de péréquation dans notre pays. C'est ce qu'il a fait parce qu'il favorise les intérêts du centre du Canada. La politique du centre est la suivante: «Si nous n'avons qu'une somme donnée à dépenser, nous allons la donner au centre du Canada». Voilà en quoi cela consiste.

Le ministre lève les yeux au ciel. Comment pourrait-on présenter les choses autrement? Vous avez enlevé des milliards de dollars au développement régional. Dans les régions de notre pays, vous avez démantelé le réseau national de transport par rail et en même temps vous approuvez les mesures du gouverneur de la Banque du Canada, et quelles sont les conséquences de celles-ci? Elles sont censées ralentir l'inflation dans la ceinture dorée au sud de l'Ontario. Qui paie le prix? Seulement les entreprises du sud de l'Ontario? Seulement les consommateurs du sud de l'Ontario? Non. Le gouvernement fait fermer les entreprises de ma circonscription parce qu'il appuie le gouverneur de la Banque du Canada ou qu'il lui dicte sa politique des taux d'intérêt.

• (1840)

Si quelqu'un a déjà douté que le gouverneur de la Banque du Canada ne connaît rien à la souffrance, il aurait dû le voir à la télévision, l'autre soir, quand il a été poursuivi par les journalistes. Quand on lui a demandé, à la sortie d'une audience d'un comité, s'il pensait qu'il devrait parler aux Canadiens moyens, il a répondu que cela concernait les membres du comité.

Initiatives ministérielles

Je peux comprendre la réaction du gouverneur de la Banque du Canada. Il n'y a pas beaucoup de Canadiens, moyens ou autres, qui gagnent le même salaire que cet homme et qui auraient le culot ou l'audace d'augmenter leur salaire de 29 p. 100 en même temps qu'ils demandent aux Canadiens de se serrer la ceinture et qu'ils font monter les taux d'intérêt au niveau le plus élevé depuis des années. «Débrouillez-vous avec moins, les pauvres. Pendant ce temps-là, nous les plus chanceux, nous nageons dans l'argent.» C'est exactement ce qu'il a fait.

Le gouvernement a augmenté les impôts et les taxes 33 fois depuis 1984. Je me demande comment les ministres peuvent se regarder dans le miroir le matin. Parlez aux gens qui ont un revenu fixe et qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Ces gens paient encore de l'impôt parce que notre régime fiscal a encore beaucoup besoin de réforme. Si vous demandez à ces gens qui touchent une pension ou une rente: «Votre situation est-elle meilleure cette année que l'an passé?», ils vous répondront «Non».

Le gouvernement adopte une politique fiscale régressive. Il n'y pas d'échappatoires pour le Canadien moyen ni pour les personnes âgées de ma circonscription qui ont bien du mal à joindre les deux bouts. Par contre, il y en a certes pour les Canadiens à revenu élevé. Le gouvernement ferme les centres pour femmes dans tout le pays. Il s'est même attaqué aux anciens combattants.

Je tiens à vous dire, monsieur le Président, que je suis fier d'être un membre de la Légion royale canadienne. Le dimanche, j'allais à la filiale centenaire de la Légion, à Dartmouth, servir des oeufs, car j'essaie de faire mon possible pour m'assurer que les excellents organismes de service comme la Légion royale canadienne, ont suffisamment d'argent pour survenir à leurs besoins.

Or, le gouvernement a trahi la confiance que de nombreux membres de la Légion avaient placée en lui, lorsqu'il a décidé de modifier certains des programmes destinés aux anciens combattants. Si les ministériels croient qu'ils vont toujours pouvoir profiter de la camaraderie légendaire qu'on trouve dans toutes les filiales de la Légion dans tout le pays, c'est alors qu'ils ne sont pas allés dans une filiale depuis la présentation du dernier budget.

En Nouvelle-Écosse, on ressentira durement les effets des modifications proposées à la Loi sur l'assurance-chômage, le projet de loi C-21, au sujet duquel nos vis-à-vis font une attaque d'apoplexie depuis que le Sénat, en bloquant son adoption à ce stade-ci, tente de forcer le gouvernement à accepter des amendements. Chose incroyable à notre époque, le Sénat en tant qu'in-